

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Le point sensible

C'EST vendredi que reprennent les discussions syndicats-gouvernement (Giraud en l'occurrence) à propos de la sidérurgie.

Qu'y a-t-il de nouveau depuis les premières ?

Il y a eu la journée du 16 lors de laquelle le refus des licenciements s'est manifesté par une participation massive des sidérurgistes et de la population aux grèves, actions, défilés...

Au-delà de cette journée, la lutte conserve pour l'instant le même caractère déterminé et ferme — comme l'occupation de FR 3-Lorraine pour obtenir une émission sur la situation à Longwy mais en même temps limité, dispersé, mettant en mouvement un nombre relativement restreint de travailleurs hors des entreprises tout en ayant la large approbation de la population. Bref, les usines tournent toujours, les profits des barons de l'acier ne sont pas directement frappés.

Côté gouvernement, il n'est toujours pas question de revenir sur les licenciements : les discussions sont envisagées sur cette base là. Les créations d'emplois, une nouvelle fois promises par Messmer après une nouvelle visite à Barre, n'ont pas plus de consistance qu'avant.

Les plans se multiplient (plan d'industrialisation, orientations industrielles, relance...) le dernier en date étant celui du PS annoncé mercredi par Mitterrand.

Ainsi, ces discussions se dessinent, de façon toujours plus précise, comme conformes au projet gouvernemental, leur mise en place au niveau local (les comités de bassin) étant par ailleurs activée.

Bergeron, comme c'est le plus souvent le cas, s'en fait l'écho : la restructuration de la sidérurgie est nécessaire, dit-il.

Rien de nouveau donc du côté de ces discussions, rien non plus à en attendre.

Plus que jamais, la question pour les travailleurs est de ne pas se laisser enfermer dans le processus de discussions planifiées et engagées par le gouvernement et dont les étapes constitueraient le cadre jalonné, de manifestations — si grandes soient-elles — ponctuelles et sans effet sur les profits patronaux.

Les pressions « morales » n'ont jamais ébranlé les exploités !

Plus que jamais, la question est de porter la lutte sur le terrain des entreprises pour frapper le patronat à la caisse, sur le terrain de la solidarité de classe, unissant les travailleurs des usines menacées et de celles qui tournent, des secteurs et régions les plus touchés et des autres.

Pour les sidérurgistes, pour les travailleurs, les lendemains du 16 ne peuvent être et ne doivent pas être la simple poursuite des discussions dans des conditions inchangées, entre syndicats, patrons et gouvernement, sur le terrain des plans industriels !

Gilles CARPENTIER

Violents affrontements à Rouen

Après l'agression policière de mardi contre les ouvriers de Kiwi-France, 5 000 travailleurs ripostent fermement mercredi. 1 000 d'entre eux affrontent les CRS pendant plus d'une heure. Un flic est à l'hôpital



(Voir article page 4)

Les patriotes cambodgiens redoublent leurs actions contre les occupants vietnamiens

AL'HEURE où le dirigeant vietnamien, Pham Van Dong, vient de signer au Cambodge un traité pour légitimer l'occupation du territoire cambodgien par 150 000 hommes de troupes vietnamiens et donner un semblant d'existence officielle au gouvernement kollabo de Phnom Penh, les actions militaires des patriotes cambodgiens donnent un démenti cinglant à ces prétentions.

C'est ainsi qu'entre le 15 et 19 février, trois cent quatorze soldats vietnamiens ont été tués au cours de onze actions. 186 ont été blessés, 11 camions détruits, des canons, armes modernes et munitions récupérées.

Du 13 au 14 février, 70 ennemis ont été anéantis sur le champ de bataille de Kompong Chhnang au nord de la capitale. Trois véhicules militaires et une jeep

qui avait à son bord des Cubains et des Soviétiques ont été détruits.

En tout, du 9 au 18 février, 531 soldats vietnamiens ont été anéantis.

Comme on le voit, les « débris de l'armée de Pol Pot » comme se plaisent à dire les fantoches en poste à Phnom Penh, redoublent d'ardeur dans la guerre populaire qu'ils livrent à l'occupant.

Sur le plan diplomatique, le gouvernement légal du Kampuchea démocratique, dirigé par son premier ministre Pol Pot, continue son action. C'est ainsi que le 12 février, Kieu Samphan, président du présidium de l'État a adressé un message aux chefs d'État de nombreux pays. Le message souligne : « Le peuple kampuchéen et son armée révolutionnaire ont mis hors de combat beaucoup de forces vives de l'armée vietnamienne et détruit

une grande quantité de matériel de guerre, faisant ainsi échouer le complot vietnamien de la "khmérisation de la guerre". Le Vietnam a donc envoyé trois nouvelles divisions au Kampuchea pour renforcer ses troupes afin d'intensifier sa guerre d'agression contre le Kampuchea ». Le président Kieu Samphan a appelé tous les pays et organisations internationales telles que l'ONU et

le mouvement des non-alignés à continuer de condamner l'agression vietnamienne. Il les a aussi appelés à ne pas reconnaître le régime fantoche installé à Phnom Penh par le Vietnam, à cesser leur aide au Vietnam et à continuer à soutenir la lutte du peuple cambodgien, menée sous la direction du gouvernement du Kampuchea démocratique.

C.L.

Contre-attaque de la Chine aux provocations vietnamiennes

Pour réobtenir la paix au frontières

(Voir article page 3)

URUGUAY

La misère maintenue par la répression

L'URUGUAY, coincé au centre de l'Amérique latine entre le Brésil et l'Argentine, est un pays de trois millions d'habitants. Jusqu'en 1973, l'Uruguay passait pour le pays le plus démocratique de l'Amérique latine, avec ses lois sociales avancées. Mais en 1973, un coup d'État militaire met le pays sous la coupe d'une dictature fasciste. L'Uruguay, dès lors, connaît la proportion de prisonniers politiques la plus élevée en Amérique latine.

Bien que n'occupant que 18 % de la population active l'agriculture est la ressource principale du pays, consti-

	1971	1977
Revenu des entreprises	100	127,1
Revenu de l'Etat	100	119,4
Revenu des salariés	100	65,9

Communiqué du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire d'Uruguay

« Notre parti estime que la dictature oligarchique qui opprime notre peuple a complètement échoué dans l'application de ses plans économiques. La dépendance vis-à-vis de l'étranger a augmenté et la crise interne s'est aggravée. La récession, l'inflation, la ruine de la petite et moyenne industrie, la crise financière, les déficits budgétaires, le chômage, l'endettement extérieur et la misère générale sont autant de faits qui montrent le cadre dramatique de la situation dans le pays.

Il existe un état de mécontentement général dans toutes les classes et couches sociales de la population. La haine envers la dictature est intense et s'exprime sous différentes formes de lutte populaire malgré la dure répression. Le salaire réel, et en général le niveau de vie, est descendu au niveau le plus bas que l'on ait connu dans ce siècle. Le chômage a atteint des dimensions énormes et la misère est aujourd'hui un trait caractéristique de la société uruguayenne. (...)

Ainsi, toutes les contradictions sociales se sont tendues et aiguës à un tel point que, il n'est pas aventureux de le dire, dans un temps plus ou moins court, seront réunies les conditions pour qu'éclatent d'importants mouvements populaires.

Sur le plan politique, le régime n'a pu apporter de solution dans aucun domaine. Il n'a obtenu l'appui d'aucun secteur de la société uruguayenne. Il n'a pas obtenu non plus le soutien, même partiel, des grands partis du pays. Et de plus, au sein même de l'équipe dictatoriale ont surgi et se développent des contradictions d'un type particulier. »

TCHECOSLOVAQUIE

De nouveaux porte-parole pour la Charte 77

DEBUT février, trois nouveaux porte-parole de la Charte 77 ont été désignés. Cette mesure a été rendue nécessaire par les persécutions incessantes des autorités contre les porte-parole précédents : en octobre, Jaroslav Sabata était arrêté, et depuis, les trois autres ont été pratiquement arrêtés dans leur propre domicile et empêchés d'avoir des contacts avec les autres signataires.

Les trois nouveaux porte-parole sont Vaclav Benda, philosophe et mathématicien, Zdena Tominova, traductrice et Jiri Dienstbier, journaliste.

Avant même leur élection, ils ont été arrêtés par la police avec huit autres personnes et retenus pendant douze heures.

On apprend par ailleurs que la peine de neuf mois de prison prononcée à la mi-janvier contre Jaroslav Sabata (pour résistance à la force publique - il faut bien un prétexte !) vient d'être confirmée en appel par le tribunal de Hradec Kralove.

tuant 80 % des exportations. Pourtant la dictature a choisi en 1973 une nouvelle politique économique en s'orientant vers l'industrialisation tournée vers l'exportation et non vers le marché intérieur.

Ne possédant aucune richesse minière, l'industrie uruguayenne ne peut être compétitive que dans la mesure où les salaires des ouvriers sont extrêmement bas. Pour financer cette industrialisation, le gouvernement a fait appel à des capitaux étrangers aggravant ainsi la dette extérieure du pays. Il a également pressuré le secteur agricole et plus particulièrement le secteur rentable de l'élevage.

Les conséquences de cette politique, imitée sur celle suivie au Chili par Pinochet, se sont fait sentir rapidement et aujourd'hui sont particulièrement graves pour les travailleurs.

On peut remarquer que le revenu national brut stagne alors que la répartition de celui-ci se fait au profit de l'Etat et des grosses entreprises et au détriment de la masse des travailleurs comme en témoigne le tableau ci-dessus.

Le salaire réel a baissé de 32 % entre 1978 et 1968. L'inflation a été, en 1978, de 42 % alors que le peso, la monnaie, perdait, dans le même temps 30,2 % de sa valeur par rapport au dollar. Une nouvelle dévaluation s'est produite au début du mois de janvier et les experts estiment que le peso perdra en 1979 40 % de sa valeur par rapport au dollar.

Les conséquences pour l'agriculture sont également très graves. Dans ce secteur la nouvelle politique économique s'est traduite par un recul des investissements, un recul de l'amélioration des terres. Les producteurs criblés de dettes sont contraints, de plus en plus, de quitter la terre.

Seuls l'Etat, les gros capitalistes uruguayens et les capitalistes étrangers ont bénéficié de cette orientation.

Le mécontentement n'a cessé de grandir chez tous les travailleurs et employés qui voient leur niveau de vie baisser dans des proportions catastrophiques. Il ne cesse de grandir aussi dans le secteur agricole, qui, bien que traditionnellement plus conservateur, a subi gravement les contre-coups de la politique économique.

Pour se maintenir au pouvoir, la dictature a réprimé sauvagement toute opposition. Cette répression, ce sont les milliers de prisonniers politiques qui crouillent dans les prisons, ce sont les tortures atroces et ce sont aussi les assassinats.

Mais aujourd'hui, le mécontentement a atteint un tel niveau, il touche même les sphères dirigeantes, que l'espoir d'une lutte populaire générale pour abattre la dictature renait.

Evelyne LE GUEN

ITALIE
Naples

« Ce mal mystérieux » qui tue les bébés

LE 66e bébé en un an atteint par ce que la grande presse appelle désormais le « mal mystérieux de Naples » est mort il y a quelques jours.

Elle s'appelait Anna et avait dix-huit mois. Syndrome respiratoire aigu, ont diagnostiqué les médecins.

Soixante-six bébés sont morts, quatre cents autres sont actuellement traités pour ce mal mystérieux, qui commence comme une bronchite, puis le rythme cardiaque s'accélère et devient irrégulier, puis enfin, l'enfant étouffe.

De nombreuses sommités médicales se sont déplacées de plusieurs pays pour étudier ce « male oscuro ».

C'est dans les banlieues pauvres de Naples, à Santobono et Ercolano que le mal semble se concentrer. Fatalité, comme semble le dire le ministre italien de la Santé ? Non, tout simplement conséquence directe de la profonde misère qui sévit dans cette région du Mezzogiorno.

Un médecin, le professeur Tarro, a isolé le virus responsable de cette tragédie, le virus sincital. Oh, rien d'extraordinaire : un virus connu pour s'attaquer aux voies respiratoires, mais qui n'est qu'exceptionnellement mortel. Et soixante-six bébés sont morts en un an. « Le virus, a dit Torro ne serait pas particulièrement dangereux si les conditions ambiantes n'exposaient pas les enfants à une absence totale de défense de l'organisme ».

Les conditions ambiantes, à Naples, c'est un chômage endémique, comme dans tout le Mezzogiorno (le sud de l'Italie), c'est 30 000 logements qui n'ont pas de WC, ce sont 24 000 qui n'ont même pas l'eau courante, c'est une moyenne d'occupation de 3,52 habitants par pièce, c'est une concentration de 2 475 habitants au kilomètre carré, ce n'est pas la pauvreté, c'est la misère.

Au niveau des enfants, les résultats sont là, bruts comme tous les chiffres : 4 000 bébés meurent chaque année en Campanie, dont 1 400 pour la seule ville de Naples. La région de Naples représente, à elle seule, 37 % de la totalité de la mortalité infantile de l'Italie, avec un taux de 54 pour 1 000 (contre 13,6 en France en 1975). Et de cela, aucun virus particulier n'est responsable. Capitale italienne du chômage, de la spéculation immobilière, de la misère, du manque d'hygiène, Naples est aussi la capitale des superprofits pour les industries du Nord qui y ont implanté des usines, comme Alfa Romeo ou Alfa Sud et qui s'engraissent avec des salaires les plus bas du pays. Ce « mal obscur » de Naples, ce n'est pas un virus, c'est le capitalisme.

Serge FOREST



La gravité dans les visages des habitants du quartier d'Ercolano, 66 bébés sont morts en un an.



Un bébé sous perfusion.

Seveso, 2 ans après

SEVESO, vous vous souvenez ? En 1976, une usine, l'ICMESA, une fuite, de la dioxine. Aucune conséquence grave, avaient alors déclaré d'éminents scientifiques. On avait cependant nettoyé le village, par précaution. Puis les habitants étaient rentrés chez eux.

Puisqu'on leur disait qu'il n'y avait plus de danger...

Bien sûr, on avait bien parlé de quelques risques pour les femmes enceintes, on les avait même autorisées à avorter pour raison médicale. Mais l'Eglise était intervenue. Pas question d'avortement, quelle qu'en soit la raison... Et l'Eglise, ça a encore du poids en Italie.

Aujourd'hui, les chiffres sont là dans toute leur brutalité : trente-huit bébés sont nés mal formés en

1977 ; cinquante-trois en 1978.

Car le pire, c'est que ça continue. Les analyses récemment réalisées montrent que le taux de dioxine à Seveso reste bien supérieur au taux admissible, de 0,86 à 4,81 microgrammes au mètre carré contre 0,75 tolérable.

Cela n'empêche pas le clergé et la démocratie chrétienne de poursuivre leur ignoble croisade contre l'avortement à Seveso. L'archevêque de la région a rendu hommage aux mères d'enfants mal formés, osant dire « qu'elles au moins, avaient eu le courage de ne pas accomplir le crime de l'avortement ».

A Seveso, les enfants continuent à naître sans bras ou avec les jambes atrophiées...

SF

DANS L'ACTUALITE

Intervention chinoise

Pour réobtenir la paix aux frontières



A cause des provocations vietnamiennes, une femme et un enfant de la province frontalière du Guangxi ont dû se réfugier dans une grotte.

DIVERSES sources indiquent que les troupes chinoises engagées dans le conflit avec le Vietnam seraient composées de cinq divisions, soit 35 à 50 mille hommes. Elles auraient pénétré sur des profondeurs allant de sept à vingt kilomètres en territoire vietnamien, anéanti trois installations de missiles vietnamiens pointés sur la Chine et mis les quatre autres hors d'usage. Cinq autres divisions chinoises seraient cantonnées en territoire chinois, à proximité de la frontière. Les forces armées chinoises auraient pris deux villes. Cette intervention à la fois efficace et limitée a pour but de donner un sérieux coup de semonce au Vietnam sans toutefois offrir le prétexte à une intervention massive de l'URSS.

DES MESURES DE SECURITE

Au nord de la Chine, dans les régions frontalières avec l'URSS, 300 000 habitants ont été évacués pour parer à toute éventualité. A Pékin, des mesures d'évacuation des étrangers ont été envisagées si nécessaire. Si une attaque générale et massive de l'URSS contre la Chine semble fort peu probable, il n'est toutefois pas impossible que Moscou lance quelques opérations ponctuelles de représailles en territoire chinois, ce qui explique les mesures de sécurité prises.

Dans un communiqué à destination des experts étrangers, le gouvernement chinois a rappelé la nature de son opération : une contre-attaque pour mettre un terme aux incessantes provocations vietnamiennes contre la Chine. Le texte rappelle que déjà en 1962, dans le conflit frontalier sino-indien et en 1969, dans le conflit sino-soviétique, sur l'Oussouri, la Chine avait été contrainte de passer à la contre-attaque pour faire respecter ses frontières, convoitées et franchies à maintes reprises.

Comme aujourd'hui, ces objectifs une fois atteints, les troupes chinoises s'étaient retirées à l'intérieur de ses frontières, sans occuper le moindre pouce de territoire étranger... Ce que veut la Chine, c'est la paix à ses frontières et non s'emparer de pays voisins.

TROIS CENTS CHINOIS MORTS OU BLESSES EN SIX MOIS

A ce sujet, il n'est pas inutile de rappeler que les provocations vietnamiennes ont été très meurtrières puisqu'elles se sont soldées par trois cents Chinois tués ou blessés au cours de sept cents incursions vietnamiennes en six mois.

C'est à cela que le gouvernement chinois a décidé de mettre un terme. Et il est soutenu par le peuple, en particulier par la population des régions frontalières qui ont souffert des provocations vietnamiennes.

Des villages entiers qui avaient été évacués en raison des attaques répétées, sont de nouveau habités. Les paysans peuvent reprendre la culture des champs qu'ils avaient dû laisser à l'abandon. Les écoles qui avaient été fermées, sont réouvertes ainsi que les usines. La récolte du riz pourra avoir lieu normalement.

Depuis le lancement de la riposte chinoise, les troupes chinoises recueillent de nombreuses victimes qui avaient dû s'enfuir de leur village pour échapper aux attaques vietnamiennes : de jeunes paysans blessés, des femmes violées, des parents qui ont perdu leurs fils, des orphelins, des ressortissants chinois chassés du Vietnam. Certains s'étaient réfugiés dans des grottes et sont maintenant en sécurité.

MOSCOU CRITIQUE BELGRADE ET BUCAREST

Du côté des réactions internationales, notons que *La Pravda* s'en est prise directement à la Yougoslavie dont les organes de presse ont mis en cause la responsabilité de l'URSS dans le présent conflit. Une critique plus voilée de l'agence soviétique Tass est également adressée à la Roumanie qui n'a pas « condamné l'agression chinoise » selon la formule adoptée par l'URSS et les autres pays de l'Est.

On se souvient que, par ailleurs ces deux pays (la Roumanie ou Yougoslavie) avaient été très fermes dans leur condamnation de l'occupation du Cambodge par l'armée vietnamienne.

Claude LIRIA



Le patron de la SFP contraint de venir s'expliquer devant l'assemblée générale des travailleurs. (Photo SFP)

SFP : une conférence de presse instructive

MERCREDI matin à 10 h 30, l'intersyndicale CGT-CFDT de la SFP organisait une conférence de presse aux Buttes-Chaumont. Les syndicats avaient invité un certain nombre de représentants syndicaux d'autres boîtes en lutte dont les banques, l'imprimerie, l'UL-CGT du 19e, etc.

« Nous avons voulu donner à cette conférence de presse un caractère un peu inhabituel... Le problème qui se pose aujourd'hui à nous est révélateur de problèmes malheureusement beaucoup plus vastes. En effet, ce problème affecte d'une part l'ensemble de la vie culturelle de ce pays et d'autre part est révélateur, révélateur c'est peut-être beaucoup dire, mais stigmatise davantage encore si c'est possible le problème du chômage qui existe dans ce pays ».

En effet, 778 licenciements à la SFP viennent s'ajouter à des dizaines de milliers d'autres dans le textile, la sidérurgie, dans le bâtiment. Le nouveau PDG, un dénommé Clermont-Tonnerre, en bon exécutif des basses œuvres, voudrait bien en finir avec les travailleurs de l'ex-ORTF.

Ce même Clermont-Tonnerre s'est réfugié en compagnie de la direction à l'Empire. C'est d'ailleurs ce que devait expliquer une syndicaliste, montrant ainsi le climat dans lequel se déroulent les réunions du comité d'entreprise : « Toute la direction est retranchée à l'Empire, il y a les renseignements généraux, il y a des cars de police tout autour de l'Empire. On nous filtre à l'entrée, la direction viole sa propre légalité, puisque même si les agents venaient travailler à l'Empire, ils ne pourraient pas rentrer. On nous demande la carte professionnelle et la qualité d'élu du comité d'entreprise ou de représentant syndical ».

Pour justifier leurs licenciements, la direction et le

gouvernement ne s'embarassent pas d'arguments ni de procédures, tout est bon. « Les documents qui nous ont été donnés sont des documents tendancieux, falsifiés ». Les syndicats ajoutent : « Pour lui (Clermont-Tonnerre) le comité d'entreprise c'est une formalité administrative ».

Le PDG veut bien discuter mais comme dit Huart : « Ce n'est pas sérieux de subordonner une discussion de fond à 754 suppressions d'emplois plus 24 ».

Voici quelques phrases du PDG : à propos du point 2 de l'ordre du jour du comité d'entreprise, il a dit : « Il faudrait qu'on évacue ce point demain ». En ce qui concerne les documents financiers complètement bâclés et bizarrement élaborés il a dit : « Nous étions pressés ».

En ce qui concerne l'avenir de la lutte, il a été publiquement affirmé par un représentant syndical ce qui suit : « Si véritablement ils veulent aller jusqu'au bout de leur logique, eh bien il faudra qu'ils y mettent le paquet, parce que nous, on n'est pas décidé du tout à se laisser faire. Je crois qu'on l'a prouvé depuis quinze jours et il ne faut pas qu'ils se fassent d'illusions sur une perspective d'effritement du conflit, parce qu'on est véritablement décidé à y mettre le paquet. L'enjeu est trop grave ».

Peut-être que la lutte se terminera mieux qu'en 1974. L'avenir nous le dira.

Sur la question du déficit, il a été fabriqué de toutes pièces à meilleure preuve ce qui suit et qui donne la pleine mesure du cynisme des patrons et du

gouvernement : « Y'a pas un an de ça, le gouvernement, le ministère des finances, la Caisse des dépôts et consignations accordaient sa garantie pour que la SFP fasse un emprunt de 150 millions pour les studios de Bry-sur-Marne parce qu'en France, il n'y avait plus de studio de tournage ni pour le cinéma, ni pour la télévision. Alors d'un côté, les autorités de tutelle, le ministère des Finances donnent le feu vert à une entreprise pour investir et pis six mois après, ils s'aperçoivent que le niveau d'investissement de cette entreprise la met en difficulté financière et dans le même temps, les mêmes bloquent les commandes en provenance des chaînes ».

Voilà le tour est joué. Il n'y a plus qu'à dire à la télé et à la radio que le per-

sonnel coûte trop cher, qu'il ne veut pas faire n'importe quoi, et que Bry coûte les yeux de la lête.

Le gouvernement croit contenter les gens en lâchant Edeline, mais il balance 778 personnes qui elles, n'ont pas un rond d'avance comme ce monsieur Edeline.

Le gouvernement parle de mauvaise gestion de la SFP mais il propose de remettre à la même place ceux qui dirigent la SFP.

En fait, il veut enlever les avantages acquis des travailleurs, institutionnaliser sur une grande échelle les vacataires, intérimaires, les hors-statuts et renforcer sa domination sur la création dans le domaine de l'audio-visuel.

Mais il se heurte à forte partie, aux travailleurs qui ne l'entendent pas de la même oreille.

BANQUES

Ils s'opposent aux plans des banquiers

APRES d'autres secteurs, les banques vont licencier. Depuis quelques mois, les directions des différents établissements bancaires s'efforcent de préparer les employés à accepter cette issue. Parallèlement elles s'efforcent de remettre en cause les avantages acquis. Par exemple, au CIC (crédit industriel et commercial) le PDG avait dénoncé les « carcans » insupportables de l'accord d'entreprise et des avantages acquis. Le pouvoir y était aussi allé de son couplet. Fourcade avait dit dans un passé pas si lointain que les employés de banques étaient trop payés. Alors

que la direction essaie de détourner l'attention du personnel avec des gadgets (aménagement du temps de travail), elle réprime durement les délégués syndicaux.

Les employés de banques s'opposent aux licenciements, à la remise en cause des avantages acquis, à la répression syndicale.

Ils veulent davantage d'effectifs, l'augmentation de leur salaire, l'amélioration des conditions de travail.

Pour ses raisons, ils ont fait grève les 21 et 22 février et ont manifesté très nombreux. Sur notre photo la manifestation du 21 à Paris.



Domaine de la fiscalité

A chaque moment de la vie : un impôt à payer

LE 28 février, une date à ne pas oublier. Quelques jours seulement pour déclarer les revenus sur lesquels nous sommes imposables. Son échéance nous amène à réfléchir sur l'ensemble des taxes fiscales, sur l'injustice de la fiscalité érigée en loi.

PAYSAGE FISCAL

L'exemple témoin en est la répartition des divers impôts et taxes dans les recettes de l'État.

Les impôts sur la consommation, ou contributions indirectes, représentent 58 % des recettes de l'État, dont la TVA, les taxes sur les passages douaniers, sur les produits pétroliers, sur les tabacs, les conventions, les timbres, etc.

Les impôts sur les revenus, c'est-à-dire l'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur les sociétés, fournissent 28 % des recettes.

Enfin, les 14 autres pourcents proviennent entre autres des droits de succession et donation, des droits de mutation, des impôts sur les opérations de bourse et les droits sur les cartes relatives au capital des sociétés.

RANÇONNES

Rançonnées, les travailleurs le sont tous les jours, rien que par la TVA, par exemple. Cette taxe sur la valeur ajoutée est identique pour tout le monde : pour le PDG, l'ouvrier ou le petit paysan, la machine à laver le linge est vendue et taxée indifféremment, alors que les revenus de l'ouvrier ou du petit paysan et du PDG ne sont absolument pas comparables !

L'impôt sur le revenu (28 % des recettes de l'État) se fonde aussi sur l'inégalité.

D'une part, sous le chapitre « impôt sur le revenu » sont confondus l'imposition sur les revenus des personnes physiques — que paie tout un chacun — et l'impôt sur les sociétés.

La progression de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est plus grande (de 1959 à 1974 de 6,6 milliards à 49,8 milliards) que celle de l'impôt sur les sociétés (de 5,4 milliards à 33,9 milliards pour la même période).

D'autre part cette imposition sur les revenus se fonde sur le quotient familial, astuce créée par le gouvernement, épris — paraît-il — de justice !

FAIRE FLECHE DE TOUT BOIS

Enfin, la troisième inégalité fiscale réside dans la taxation sur l'habitation (impôts locaux). Certes, ces impôts sont destinés principalement à la commune, mais quelle est la différence pour le contribuable ?

Or, cet impôt frappe plus de familles (18 millions) que l'impôt sur le revenu (13 millions).

Une telle différence tient à deux faits :

— Premièrement, les gros fraudeurs sur l'impôt sur le revenu ne disposent pas tout à fait de la même mobilité d'action pour frauder sur les impôts locaux — quoique nous puissions leur faire confiance...

— Deuxièmement, le ministère des finances calcule l'impôt sur le revenu sur les ressources des travailleurs et est bien obligé, devant la majeure partie des salaires, de ne pas les imposer — bien malgré lui sûrement — tandis que les impôts locaux ne tiennent compte que de la surface, de l'emplacement, des commodités de l'habitation pour fixer les impôts locaux.

Ce petit tour d'horizon effectué, un fait se détache clairement. Le petit contribuable est pressuré de toutes parts, par les contributions indirectes, directes. Le temps de l'impôt sur le sel ou la gabelle n'est pas si éloigné que cela. Les coups des impôts laissent de profondes cicatrices dans les budgets des familles. Et bien sûr, le gouvernement tient à poursuivre sa politique, à la peaufiner même n'a-t-il pas pris la décision récemment d'imposer les indemnités de Sécurité sociale ?

Nathalie VILLOTIERS

ARMÉE

La torture simulée pendant les manoeuvres

EN janvier dernier, les soldats du 5e régiment de chasseurs de la 4e région militaire stationnée à Périgueux (Dordogne) recevaient une « instruction » dans le cadre de la préparation d'une manoeuvre. L'« instruction » en question, qui émanait d'un capitaine du nom d'Yser, prévoyait dans la manoeuvre un certain nombre « d'incidents ». Deux d'entre eux consistaient en la capture de prisonniers suivis d'interrogatoires et de... tortures.

La publication dans le journal *Le Matin* de l'instruction du capitaine Yser provoquait l'ouverture d'une enquête disciplinaire par le ministère de la Défense qui aboutissait à la démission récente du capitaine intéressé.

La conclusion apportée à cette enquête est que l'emploi du mot torture est « une aberration de langage ». Un communiqué du

chef d'état-major de l'armée de terre indique que cette déviation de vocabulaire ne reflète pas un rejet par le cinquième régiment de chasseurs de la réglementation : « Les prisonniers doivent être, dès leur capture, traités avec humanité. Ils doivent être protégés contre tout acte de violence, contre les insultes, contre la curiosité publique ».

Ces belles déclarations sont valables sans doute pour les périodes de paix. Durant la guerre, l'armée bourgeoise utilise systématiquement la torture. Les exemples des guerres d'Algérie et d'Indochine sont là pour en témoigner. L'utilisation de la torture durant la guerre d'Algérie avait d'ailleurs suscité un mouvement de protestations jusque dans l'armée elle-même.

Que la simulation de la torture soit prévue au cours de manoeuvres n'est donc pas une aberration de langage, mais bien le reflet d'une réalité que la hiérarchie militaire veut cacher.



Les affrontements devant le palais de justice.

Rouen

Violents affrontements avec les policiers

5 000 pour soutenir les Kiwi

MERCREDI à l'appel de la CGT, nous étions 4 000 devant les grilles de la préfecture pour soutenir les travailleurs de Kiwi-France en lutte depuis plus de trois semaines et en riposte à l'agression des flics la veille contre une manifestation de ces travailleurs.

Aujourd'hui donc nous sommes 5 000 face à vingt cars de CRS et gardes mobiles. Après un long discours les responsables CGT appellent à tourner ses talons.

Il faudrait bien une demi-heure pour nous faire bouger. On sent bien que les travailleurs ne veulent pas se contenter des protestations verbales !

Nous nous décidons à franchir la Seine et à marcher vers la mairie de Lecanuet. 3 000 personnes se rangent en bon ordre sur la place. Le dernier millier arrivant force droit sur les flics. Visiblement, il n'était pas venu pour palabrer. Aux

grenades, les pierres répondent. La sono de la CGT panique un peu. Dispersion ? Regroupement ? Comprend qui peut. Un regroupement a lieu dans une rue, on marche vers le palais de justice. Lui aussi est gardé. A cent mètres de ce dernier, Les hésitations se poursuivent. Dispersion, remonter les rues ? La descendre ? Les voitures sont en bas donc on doit descendre. Au passage presque un millier de gars harcèlent les CRS pendant une heure.

Tout cela était bien confus et pas trop organisé : Ce qui est sur par contre, c'est que les travailleurs de Kiwi avaient fait, mardi,

preuve de détermination et fermeté, que ce mercredi les travailleurs de Rouen ont massivement montré qu'ils étaient prêts à faire de même. La préfecture prétend bien sûr, qu'il s'agissait de gauchistes « incontrôlés ». Il n'en est rien. Le chômage atteint des proportions insupportables à Rouen. L'agression des flics contre les Kiwi mardi, cela aussi était insupportable.

Ce sont bel et bien les travailleurs, militants ou non, qui ont ainsi riposté à la violence policière.

Que les dirigeants de la CGT organisateurs ne l'aient pas prévu ni souhaité, cela est bien possible et que la préfecture veuille le minimiser, cela est certain.

Le fait n'en reste pas moins. Après Longwy, Denain ou Nantes, il témoigne que la classe ouvrière veut se dresser contre les patrons et l'Etat à leur service.

Si l'on braquait sur vous une torche à 4 h du matin, alors que vous dormez

IMAGINEZ-VOUS qu'alors que vous dormez tranquillement, comme toutes les nuits, après une dure journée de travail et que soudain quelqu'un, à 4 h 30 du matin, ouvre la porte de votre chambre, allume la lumière ou braque sur vous une puissante torche électrique. Imaginez-vous qu'il vous dise qu'il est de la police et qu'il vous intime l'ordre de lui montrer vos papiers, voire de descendre en pyjama ou à moitié habillé au bas de votre immeuble ou sur le trottoir de votre rue avec les autres habitants de ceux-ci. Cette scène qui commence pas la violation de domicile pour se terminer par une opération qui a un goût de rafle, il est difficile d'y croire aujourd'hui en

France. Elle évoque plutôt la guerre ou d'autres drames analogues.

Et pourtant cette scène se renouvelle assez souvent dans les foyers Sonacotra. Elle a eu lieu mercredi matin à 4 h 30 au foyer Rolland à Saint-Denis dans la banlieue nord de Paris. Elle avait eu lieu auparavant à Strasbourg au foyer Sonacotra où les flics sont intervenus à 5 h du matin. Elle se renouvelle depuis de longs mois dans les divers foyers où les résidents sont en grève.

C'est cette politique du viol de domicile, de la violation de la plus élémentaire liberté individuelle que Stoléru appelle une « politique humaine de l'immigration ».

Un autre aspect de cette

même politique est symbolisée dans les foyers par l'affichage d'une longue liste de ce qui est nommé sur l'affiche « centre d'accueil ». Ces centres ne sont pas autre chose que les commissariats de la région. Les résidents sont invités à s'y présenter pour préparer le renouvellement de leur carte de séjour. Lorsqu'ils s'y rendent, la police leur prend cette carte et leur délivre à la place un bout de papier non-réglementaire que par exemple, les bureaux de poste ne reconnaissent pas, pour toucher ou envoyer des mandats.

Un détail : ces fausses cartes de séjour sont valables pour deux ou trois mois.

D'ici là, le gouvernement espère faire passer

une loi lui permettant de refuser le renouvellement des cartes de séjour aux immigrés maghrébins ou africains qui dérangent l'ordre public, qui sont au chômage, dont les ressources sont insuffisantes, qui restent trop longtemps en congé au pays, etc. Cette vaste opération mise en route par le pouvoir se traduit par cette manipulation des cartes de séjour. Son but est d'expulser des dizaines de milliers d'immigrés.

Dans les syndicats, il est nécessaire de sensibiliser les travailleurs sur cette question et d'envisager la solidarité avec les travailleurs immigrés, avec leurs luttes pour des conditions de vie décentes pour l'égalité des droits.

Henri MAZERAU



SIDERURGIE
USINOR - DENAIN :
PASSER A L'OFFENSIVE

La solidarité ?

LA classe ouvrière de notre pays possède une riche tradition de solidarité. Solidarité envers ceux qui sont les plus touchés par les mesures d'austérité du capitalisme. Et solidarité avec ceux qui luttent. Débrayages et grèves, rassemblements et manifestations, collectes, campagnes de souscription et fonds de soutien, accueil des enfants et grévistes et soupes populaires, spectacles et galas culturels au profit de luttes, pétitions et motions de solidarité, etc. Les formes de solidarité sont multiples, les exemples historiques forts nombreux. Et la solidarité a toujours été d'un grand poids dans le combat des exploités. A la base de toutes les luttes victorieuses, il y a cette indispensable solidarité qui a toujours été la hantise de la classe patronale.

Aujourd'hui encore, c'est cette question qui est posée à ceux de Denain comme à l'ensemble des sidérurgistes.

Dans son rapport au 29^e congrès de la CGT, en juin 1953, Benoit Frachon déclarait : « Il faut lutter énergiquement contre les licenciements et les fermetures d'entreprise. Peut-on lutter avec succès dans ce domaine ? De toute évidence, il y a un certain nombre d'excellents exemples qui nous ont été donnés depuis quel-

ques mois par des organisations qui sont parvenues à empêcher la fermeture d'entreprises (...) Malheureusement, il arrive que notre action ne soit pas assez puissante pour empêcher certaines fermetures d'entreprises ou des licenciements partiels. Cette action n'est pas toujours facile. Il faut, pour

qu'il y ait des chances de succès, qu'elles ne soient pas conduites seulement par les travailleurs intéressés. Il faut y associer les travailleurs des autres entreprises ainsi que l'ensemble de la population (...) Partout où des succès ont été obtenus, c'est cette tactique de large mobilisation de toute la population qui a été appliquée ».

A l'heure où gouvernement et patronat se déchangent avec violence contre les sidérurgistes, en cette heure où des milliers d'hommes vont être jetés à la rue pour satisfaire la course aux profits maximums des barons de l'acier, il convient de réfléchir sérieusement sur ces paroles de l'ancien dirigeant de la CGT :

Ce qu'il faut, c'est unifier les efforts de tous les sidérurgistes, développer et coordonner l'action de ceux de la Lorraine et de ceux du Nord, ouvrir largement pour plusieurs dizaines de milliers de travailleurs de l'acier la perspective d'un effort commun triomphant.

Car, oui, il est possible de gagner ! Le chemin qui conduit à ce résultat passe

par la solidarité. Une solidarité qui doit s'exercer à trois niveaux :

- Solidarité de tous les travailleurs du Valenciennois et de la population laborieuse du Nord avec les sidérurgistes.

- Solidarité des sidérurgistes, qui doivent marcher main dans la main, frapper ensemble, de Longwy à Dunkerque, en passant par Denain.

- Solidarité du pays tout entier avec ceux qui aujourd'hui sont au premier front de l'offensive patronale et de la riposte ouvrière.

PAS DE RÉGIONALISME !

Non, nous ne sommes pas des partisans du régionalisme ni des défenseurs de la régionalisation des problèmes de la classe ouvrière. Affirmer que ceux de Lorraine doivent se battre en Lorraine, que ceux du Nord doivent se battre dans le Nord, c'est tourner résolument le dos aux intérêts des travailleurs.

La classe ouvrière qu'elle soit du Nord, de Lorraine ou d'ailleurs possède des intérêts et un avenir communs. Raison de plus en ce qui nous concerne pour que nous nous opposions à ce régionalisme dans le régionalisme qui vise, dans une même région, à diviser et isoler les travailleurs dans de petits secteurs géographiques : vivre, travailler et décider dans le Valenciennois, vivre travailler et décider dans la Sambre, à Lille, dans le Douaisis, à Dunkerque, dans le Boulonnais, etc. Certes, il y a dans ces slogans un aspect juste reflétant

l'aspiration des travailleurs à conserver leur emploi et à refuser l'exode et la mobilité sociale chère à Barre. Mais nous disons : attention ! Attention à ne pas atomiser la lutte de la classe ouvrière en régionalisant à outrance, ce qu'il faut replacer dans un cadre national avant tout. En divisant ce qu'il faut unir, en isolant ce qu'il faut rassembler. Méfions-nous des pièges tendus par certains slogans !

Le régionalisme, c'est bel et bien la division de la classe ouvrière. A une attaque commune, il faut une riposte commune !

La bourgeoisie frappe selon un plan et dispose d'un état-major unique pour diriger ses coups contre les sidérurgistes. Alors les sidérurgistes de Lorraine et du Nord doivent riposter eux aussi de manière planifiée, coordonnée.

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS

La solidarité, ce n'est pas un problème moral, et les sidérurgistes s'ils ont besoin d'être soutenus par des manifestations comme celles du 16, par des motions, des pétitions de solidarité envoyées par des sections syndicales, des unions locales des partis et associations, ont surtout besoin d'une solidarité agissante.

Qui, mieux que les sidérurgistes de Dunkerque et de Mardyck, peut puissamment aider au combat de ceux de Denain et de Longwy ? Ceux de Dunkerque s'opposent aux 2 X 8 et ceux de Mardyck luttent contre le passage aux 3 X 8,

mais en ordre dispersé. Plus que jamais, Dunkerque et Mardyck doivent lutter côte à côte. Ainsi, quel puissant soutien apporteraient-ils à leurs camarades du Valenciennois !

On le comprend. Si les 11 000 de Dunkerque bloquent la production, c'est une catastrophe pour le groupe Usinor qui compte sur cette entreprise pour maintenir ses profits. D'un côté, (Valenciennois) on licencie, de l'autre (Dunkerque-Mardyck), on accélère la production : cela aucun sidérurgiste ne peut l'accepter.

Que ceux de Denain et Dunkerque se tendent la main fraternelle et s'épaulent dans la lutte commune contre le même patron. Nous nous adressons solennellement à l'intersyndicale de Denain : camarades, vous avez le devoir de lancer un appel à la solidarité active à ceux d'Usinor-Dunkerque, faites-le ! Faites-le rapidement et soyez convaincus que notre parti, le Parti communiste marxiste-léniniste vous soutiendra dans cette initiative. Que ceux de Dunkerque et Mardyck entrent dans la lutte aux côtés de ceux de Denain et pour leurs propres objectifs. Oui, tous ensemble et en même temps, c'est le vœu commun de tous les travailleurs qui aspirent à mettre en échec les plans des maîtres de forge.

C'est cela qu'exprimait la participation massive des travailleurs et de toute la population à la journée du 16. C'est sur cette base-là qu'il faut — et qu'il est possible d'organiser la solidarité agissante nécessaire. *Rémi DAINVILLE*

LONGWY

Le mensonge est-il un argument ?

UN matin de la semaine dernière, notre camarade Marcel Grégoire, employé à Usinor-Longwy, participait à une distribution de tracts avec prise de parole devant une des entrées de son entreprise, en compagnie d'autres militants de notre Parti.

Pendant ce temps, M. Falcetta, responsable du PCF, premier adjoint au maire de Mont-St-Martin, répétait à qui voulait l'entendre : « N'écoutez pas ce qu'il dit, il travaille pour les renseignements généraux ».

Notre parti a été informé de ces calomnies par les travailleurs qui ont fait état de leur indignation devant la bassesse de ces attaques. M. Falcetta est sans doute un des adeptes de la fameuse expression : « Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose ».

Mais les travailleurs jugent sur l'activité passée et présente des gens et non sur les insultes. C'est bien pourquoi les propos de M. Falcetta ont suscité l'indignation.

Voici maintenant 32 ans que Marcel Grégoire travaille dans la sidérurgie et ce sont 32 années de combat au service des travailleurs. Notre camarade fut d'abord militant syndicaliste à la CFTC et délégué au comité central d'entreprise de De Wendel.

Dès cette époque, il rejeta les méthodes de collaboration de classe largement mises en pratique par la direction de ce syndicat. Pour cette raison, celle-ci refusa de le représenter comme dé-

légué. Il refusait les gueuletons qu'offraient les patrons pour corrompre les syndicalistes.

Il s'opposa activement au licenciement d'un délégué CGT. En mars 1950, à la suite d'une grève, il fut licencié de chez De Wendel en compagnie de 40 autres travailleurs. Licenciement approuvé par le comité d'entreprise.

Durant une année, tout travail dans la sidérurgie lui fut interdit et il dut travailler dans le bâtiment.



Lors de la grande journée d'action du 16 février, plusieurs dizaines de personnes occupent les voies ferrées en gare d'Uckange (Photo HR)

Puis il put retrouver un emploi dans la sidérurgie. En 1952, il adhéra à la CGT et devint délégué du personnel à Usinor-Thionville. En 1967, il joua un rôle actif dans la grève des sidérurgistes.

En 1972, après 20 années d'activité militante à la CGT, les responsables CGT décidaient son exclusion. Notre camarade venait en effet de dénoncer l'assassinat du jeune ouvrier Pierre Overney par un vigile des usines Renault, ainsi que

les prises de position du PCF et de la CGT qui entraînaient dans la boue ce jeune ouvrier, victime des tueurs du capital.

Lors de la lutte à Usinor-Thionville de 1976-1977, il était délégué à la CFDT et tenta alors d'impulser une orientation de lutte face aux suppressions d'emplois. Cette orientation se heurta à celle imposée par la direction de la CGT et qui se solda par l'échec complet de la lutte.

Comme un millier d'au-

tres de ses camarades de travail, notre camarade fut muté à Longwy, avant d'être mis en pré-retraite.

Quand certains responsables du PCF tels M. Falcetta manient le mensonge en guise d'argument, ils démontrent qu'ils sont habiles, non pas par le souci de servir les intérêts des travailleurs, mais par celui d'imposer leur encadrement aux travailleurs.

Tous les moyens sont bons pour essayer de discréditer ce qui ne cadre pas

avec leurs vues et qui leur semble remettre en cause leur mainmise. C'est ce qui les amène également à traiter de « provocateurs » un millier de travailleurs qui manifestent devant le commissariat de Longwy.

Il ne fait pas de doute que dans les rangs du PCF, de telles méthodes sont désapprouvées par de nombreux militants. Des méthodes qui discréditent, en définitive, non pas ceux qu'elles visent, mais ceux qui les emploient.

PARTIS

PCF - XVIIe-XVIIIe

Difficiles remises de cartes

REMISE de cartes dans une cellule du PCF du 17e arrondissement à Paris : cinq personnes. Assemblée de remise à la cellule de la Goutte d'or du PCF : cinq militants passent au local. Certes il ne s'agit là que de deux

cas. Mais n'est-ce pas quand même un indice. Celui d'un désarroi persistant et aussi, comme on verra, des questions et interrogations que continuent à se poser les militants du PCF un an après les élections « ratées » de mars 1978.

PCF - PARIS XVIIe

3 cartes remises pour 50 adhérents

REMISE de cartes dans une cellule du PCF de Paris XVIIe arrondissement. La cellule comptait en 1978 plus d'une cinquantaine de membres encartés. Lors de la réunion populaire de reprise, en ce début d'année, il n'y avait que cinq personnes. Sur ces cinq militants, trois seulement ont repris leur carte.

C'est là un cas, un exemple, bien sûr ; mais c'est aussi un signe : la preuve du désarroi qui touche de très nombreux militants de ce parti, après les élections « ratées » d'il y a un an, après les divisions de la gauche de plus en plus confirmées, après aussi les activités internationales de l'URSS et le fait que le régime de Brejnev est de plus en plus critiqué, critiques émanant d'origines diverses.

A un militant de cette cellule du XVIIe, démissionnaire du PCF pour des raisons politiques précises, il fut répondu par exemple : « Pourquoi as-tu éprouvé le besoin d'expliquer et d'annoncer ta démission ? Moi, je ne dis rien et je ne vais plus aux réunions ».

Face à cette situation, l'idée court dans cette cellule qu'il faudrait réenvoyer les cartes aux militants par la poste... N'oublions pas qu'un des objectifs fixés par le Comité central du PCF est d'atteindre le chiffre du million de cartes cette année !

La contestation ayant été apportée au sein de cette petite assemblée de cinq personnes, des discussions contradictoires ont eu lieu sur l'URSS, la situation internationale, l'Europe unie, le Cambodge et le Vietnam notamment.

PCF - PARIS XVIIIe

5 militants à l'assemblée populaire de remise des cartes

« ASSEMBLEE populaire » de remise des cartes de la cellule Goutte d'or du PCF (Paris 18e), le samedi 17 février. Cinq militants passeront au local dont un pour annoncer sa démission du PCF et en discuter.

Bien sûr, là encore un certain nombre de cartes avait été remis aux adhérents par d'autres canaux, par exemple, en allant les relancer à domicile. Mais les deux organisateurs de

cette « Assemblée populaire » ne cachaient pas la crise du militantisme que connaît aujourd'hui le parti de Marchais et que ce type de réunion révèle.

Avec le camarade démissionnaire une longue discussion de près de quatre heures eut lieu, portant notamment sur le passage pacifique au socialisme, l'analyse des classes en France et l'Union du peuple de France, l'agression du Vietnam contre le Cambodge et la politique internationale de la Chine et de l'URSS.

Avec le Parti

Succès du fest-noz organisé par le PCML à Saint-Nicodème

UN fest Noz de soutien à l'Humanité rouge a été organisé au mois de février à St-Nicodème, petite bourgade rurale, située près de Callac, en plein cœur de la Bretagne. Ce Fest Noz a rassemblé plus de 250 personnes. L'ambiance fut excellente. A cette occasion, de nombreux panneaux avaient été rédigés par des ouvriers et des paysans de la région.

Les ouvriers parlaient de leurs luttes contre un patronat qui profite de la crise et des difficultés de la région (près de 10 % de chômeurs) pour sucer davantage le sang des travailleurs, mais face à lui, les ouvriers savent s'unir et remporter des victoires comme ce fut le cas à Guerphalès début janvier.

Les paysans expliquaient leur combat contre les cumulards, les gros propriétaires fonciers, le Crédit agricole, les coopératives, les accaparements de terre pour planter des sapins ou réaliser des plans d'eau.

C'est entre deux danses ou autour d'un verre de cidre que de nombreuses personnes consultaient et discutaient des panneaux.

Politiquement, ce Fest Noz a permis au Parti communiste marxiste-léniniste de mieux se faire connaître dans la région. C'est un pas en avant qui a été accompli dans la liaison aux masses par le Parti. Il y avait dans la salle des ouvriers, des paysans du coin, la jeunesse du pays, mais aussi des personnes âgées, comme dans tous les Fest Noz. Il y avait également des membres du PCF. Il faut noter que cette commune et les communes voisines ont voté à plus de 50 % pour le candidat PCF lors des dernières législatives et à plus de 80 % à gauche pour les présidentielles en 1974.

Cette première expérience est donc largement positive. Il faudra savoir l'utiliser dans l'avenir.

Nous vous adressons la somme de 300 francs qui correspond aux recettes moins les dépenses. Financièrement, c'est sans doute peu pour faire face aux difficultés de notre journal, mais cet argent est celui des masses laborieuses et des jeunes d'une région, et c'est bien cela le plus important.

Nous avons également transmis 100 F à Diwan (écoles maternelles en breton).

PAYSANS

Dans le dernier numéro de La Faucille

L'actualité des luttes et de la vie dans l'agriculture

LE numéro 77 du journal La Faucille, bi-mensuel paysan du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) est paru. Les petits et moyens paysans sont touchés eux aussi de manière multiforme par la crise. Giscard d'Estaing veut faire de l'agriculture « le pétrole de France » et les capitalistes s'intéressent de très près à ce secteur de l'économie pour obtenir des profits encore plus juteux sur le dos des travailleurs de la terre.

Ainsi La Faucille nous tient au courant des dernières péripéties de la préparation de la loi-cadre agricole. On peut avoir déjà une idée de son but quand son sait que la précédente a, en 20 ans, réduit de trois millions le nombre de paysans, contraints ainsi d'aller en ville chercher du boulot.

Les montants compensatoires (MCM) tiennent aussi une grande place dans ce numéro.

Un petit article pour nous rappeler où en sont les palabres ministérielles à ce sujet et surtout une double page centrale illustrée de nombreuses photos : c'est l'enquête très vivante, sur le terrain, pour savoir comment cette question des MCM intervient dans la ruine progressive des petits et moyens producteurs de porc.

Si les MCM interviennent dans la situation

actuelle des éleveurs, ils n'en sont pas la cause principale : charges financières insupportables, augmentation du prix des aliments, ce sont les firmes agro-alimentaires qui exploitent la sueur des campagnes.

« Plus l'hiver sera long, meilleur sera le printemps » ces paroles d'un gros éleveur de porcs montrent que, pour certains, la crise sera un moyen de s'enrichir davantage : l'agriculture non plus n'échappe pas à la logique du capitalisme.

Un reportage dans l'Orne et la Sarthe nous parle aussi des luttes pour le foncier et des luttes pour le droit au travail. L'expulsion sous un prétexte ou un autre par le propriétaire, voilà ce qui guette aussi de nombreux fermiers. Souvent, ce sont logement, abri des bêtes, outils de travail qui sont saisis par la force. Le droit au travail pour tous ! Voilà une revendication dont on mesure ici aussi toute la justesse et qui montre combien il est nécessaire de développer la solidarité entre les travailleurs des villes et les travailleurs des campagnes.

Encore deux petits points à souligner dans ce numéro.

L'un concerne notre nourriture : « Viande de veau blanche ou rouge, quelle est la meilleure qualité ? ». Cette distinction est une escroquerie mais qui n'est pas gra-

tuite pour tout le monde comme on peut s'en douter !

Et enfin, un petit papillon humoristique : c'est celui édité par le comité de défense contre la RN24 qui actuellement traverse le camp militaire de Coëtquidan. Nos grands stratèges bourgeois aimeraient bien la dévier, ce qui par la même occasion rendrait le travail des paysans de sa périphérie plus difficile... Une affaire encore mal partie, comme le Larzac, pour les généraux !

Voici rapidement résumé le contenu de ce numéro.

ro de La Faucille. Ce n'est pas par sentimentalisme que les ouvriers doivent soutenir les petits et moyens paysans, mais bien parce qu'ils sont affrontés au même ennemi et que les luttes avec un soutien réciproque se renforceront mutuellement.

C'est ainsi que se renforcera cette alliance nécessaire des exploités de la ville et de la campagne et les perspectives d'une société plus juste pour l'ouvrier et le paysan.

René BREAND



Agressé et frappé, c'est lui qui est inculpé !

Empêchons les méthodes racistes de la police

Communiqué

LARBI est Marocain. Il vit en France depuis neuf ans et travaille derrière le quartier de la Goutte d'Or.

Le 6 octobre 1978, Larbi quitte son travail vers 18 h. Il achète un épi de maïs et s'en va prendre le métro à Barbès. Arrivé à la station, il tombe sur des policiers qui contrôlent des Africains. Il s'arrête et regarde.

Larbi raconte : « A ce moment, un homme se place devant moi et me fait un geste que je ne comprends pas. Le temps de ranger l'épi de maïs que je mangeais, l'homme me frappe violemment au visage. Spontanément, je riposte au coup, mais un autre homme me frappe dans les testicules ».

Larbi perd connaissance et ne se réveille qu'à l'hôpital.

A son réveil, on le ramène au commissariat. Oui, parce que Larbi apprend que ses agresseurs, « des civils qui ne se sont pas présentés avant de frapper » étaient des policiers en civil. Il est gardé quarante-deux heures en garde à vue.

Quand enfin il sort, on lui notifie son acte d'accusation : « Violence à agents de la force publique ».

Voilà les faits et leur suite. Cette histoire est révolutionnaire !

L'agression tout d'abord. Quel était le tort de Larbi ? D'être Marocain, de s'inquiéter du sort des Africains contrôlés en s'attardant pour regarder ?

La brutalité de la police, ensuite, qui bafoue ses propres lois : les policiers n'ont pas dit qui ils étaient, ils ont frappé tout de suite.

Larbi a réellement cru à une agression ; d'autant qu'il avait de l'argent sur lui.

De telles pratiques sont racistes et fascistes !

Et le comble, c'est que Larbi, la victime de cette histoire, est aujourd'hui traîné devant le juge, qu'il risque la prison et des ennuis parce qu'il est immigré.

Le procès a lieu le 6 mars. On peut être indigné de cette histoire, mais cela empêchera-t-il Larbi d'être condamné ?

Nous sommes convaincus que la réponse aux pratiques de la police, la riposte à ce procès injuste demandent plus que de l'indignation (...)

Comité de soutien à Larbi Knhati

ECHOS des entreprises et quartiers

Pau : succès de la soirée de solidarité avec les immigrés

VENDREDI 16 février, des groupes compacts se présentent dans l'entrée du centre Rencontre et Recherche à Pau où se déroule la soirée de solidarité à Gabriel Crespo et aux immigrés. Depuis plus de deux mois, le comité de solidarité Français-immigrés poursuit la mobilisation pour obtenir l'annulation du refus de séjour qui a frappé Gabriel Crespo en décembre dernier.

L'affluence à la soirée organisée par le comité (200 personnes environ) démontre bien que la mobilisation n'a pas faibli. Au contraire, puisque à trois jours de l'audience du tribunal administratif, ce sont de nombreuses familles d'immigrés, de nombreux étudiants (africains et aussi français) ainsi que les milieux populaires des quartiers, qui ont répondu à l'appel du comité.

Le comité de solidarité ouvrait la soirée par une série d'interventions attentivement écoutées.

Les militants du comité rappelaient les actions entreprises pour défendre Gabriel et l'audience populaire qui s'est manifestée par plus d'un millier de signatures sur la pétition exigeant le retour de Gabriel.

Un camarade africain devait ensuite replacer, dans le cadre actuel de répression, les luttes des immigrés contre les circulaires racistes et scélérates du pouvoir, ainsi que les tentatives faites contre les organisations étrangères pour baillonner leur expression politique.

Enfin, un militant syndicaliste mettait en avant dans son intervention l'unité de lutte grandissante des travailleurs français et immigrés contre la politique de crise de la bourgeoisie et ses manœuvres de division.

Après la projection d'un film retraçant les violences policières et la résistance des immigrés dans la région lyonnaise, un débat s'installait avec la salle. Plusieurs immigrés présents apportaient leurs témoignages, ce qui donnait l'occasion au comité, par diverses interventions, de préciser ses bases pour l'action : les immigrés doivent diriger eux-mêmes leurs luttes aux côtés des travailleurs français, afin d'avancer ensemble dans la lutte contre la politique de crise.

Tous les « indésirables » comme Gabriel, ceux de Lorraine, ceux du Nord, ces milliers de jeunes chômeurs, de femmes en lutte, forment une grande famille que rien ne doit séparer.

C'est dans cette ambiance chaleureuse et fraternelle de communauté de lutte, que se poursuivait la soirée tard dans la nuit au rythme des guitares des chanteurs basques et espagnols venus apporter leur soutien.

Correspondant Quotidien du Peuple

Larzac : des chiffres éloquentes

VOICI le résultat de la consultation organisée par les municipalités de Millau et de Creissels pour connaître l'avis de la population sur le projet d'extension du camp. Nous en donnons volontairement le détail pour montrer avec quel sérieux ce vote a été organisé. L'écrasante majorité de « non » (88,45 % des suffrages exprimés) prouve bien comment les habitants de la région sont sensibilisés à la question, et quelle est leur opinion là-dessus. Maintenant, ce qui est attendu, c'est la réaction de notre « très démocratique gouvernement ».

Millau :
Inscrits : 15 793
Votants effectifs : 10 613
Nuls : 642
Exprimés : 9 971
Oui : 1 152 (11,55 %)
Non : 8 819 (88,45 %)

CBT - CFDT merlin gerin travaillons moins

POUR VIVRE MEUX

PRESERVONS L'EMPLOI!

35 HEURES

Creissels
Inscrits : 1 000
Votants effectifs : 781
Nuls : 58
Exprimés : 723
Oui : 53 (7,3 %)
Non : 670 (92,66 %)

On peut noter que pour Millau, il y a 8 819 non sur 15 793 inscrits, donc plus de 55 % de la population millavoise a dit non au camp.

Après la proclamation des résultats par le maire de Millau, une motion faite par le conseil municipal a été lue et portée au sous-préfet par une délégation comprenant des représentants du conseil municipal de Creissels, des conseillers généraux de Millau, de la fédération des grands causses, de l'office du tourisme, du comité millavois et des paysans du Larzac.

Le comité de liaison a également déclaré dans un communiqué :

« ... La très forte proportion (88 % des suffrages exprimés) montre à l'évidence que la population est opposée à ce projet et attend des des pouvoirs publics qu'ils traduisent dans les faits l'affirmation logique du sous-préfet selon laquelle, ou le camp se fait avec l'accord de la population, ou il ne se fera pas. »

D'après correspondant Aveyron

Grenoble

La lutte pour les salaires doit être liée à la lutte pour l'emploi

DANS les milieux capitalistes, on n'arrête pas de louer Merlin-Gerin (MG) : « Un des plus beaux fleurons du groupe Empain-Schneider ». Et MG vient de recevoir le prix d'excellence à l'oscar de l'exportation 1978. Avec les 38 % de son chiffre d'affaires réalisé à l'étranger, ses filiales au Brésil et ailleurs...

L'entreprise n'a rien d'un canard boiteux. Les profits ont plus que triplé en cinq ans, le chiffre d'affaires pour 1978 est en augmentation de 14,2 % par rapport à 1977.

Mais pour les travailleurs, la réalité est toute autre et nous accorderons plutôt « l'oscar de l'exploitation ».

Voilà ce que disait récemment Philippe Boulin (ex-PDG du MG) : « MG traverse mieux que d'autres la crise de réadaptation qui frappe l'industrie française... Or, nous entrons précisément dans une "zone de turbulence" qui exigera une rigueur de gestion, un effort d'accroissement de la productivité et une grande modération dans les revendications ».

Mais surtout, la direction nous donnait sa propre conception de la solidarité ouvrière : « Sachez aussi que

la véritable solidarité vis-à-vis de nos compatriotes actuellement sans emploi consiste à admettre une pause dans la progression de vos rémunérations et des avantages sociaux de façon à renforcer la compétitivité internationale de notre entreprise ».

A l'usine « S », 60 à 70 mutations à la production, plus 15 à 20 dans les bureaux sont annoncés fin novembre. Conscients que c'est là le début d'une politique de mutation systématique et de menace pour l'emploi, les travailleurs réagissent aussitôt par des débrayages massifs et l'engagement de chacun : « d'être solidaire dans le cas de mutations arbitraires et de soutenir tout travailleur convoqué individuellement ».

Peu à peu, la revendication de 35 heures pour l'emploi mûrit dans la conscience des travailleurs et des autocollants et des affiches apparaissent dans tous les usines MG pour appuyer cette revendication.

Le 30 janvier, la direction communiqué : « La concurrence nationale et internationale est de plus en plus vive sur les marchés français et étrangers (...) Il n'est donc plus possible de maintenir un système d'augmentation générale des salaires qui seraient évoluer un prix de revient plus rapidement que nos prix de vente ».

Aussi la direction a-t-elle présenté aux organisations syndicales un plan d'augmentation générale des salaires qui n'est plus lié à l'évolution de l'indice INSEE.

C'est donc nous proposer une baisse de notre pouvoir d'achat ! Et le plan général d'augmentation générale des salaires pour 1979 est de 5,5 %. Concrètement, le 1 % avancé en janvier est déjà pris par l'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale.

Aussi la riposte est immédiate. L'intersyndicale appelle à un débrayage le mercredi 7 février. Ce sont plusieurs milliers de travailleurs qui participeront et la combativité commence à grandir. On parle de grève dure. « Tous les travailleurs des différentes usines MG ensemble ! ».

L'unité syndicale c'est aussi quelque chose qui compte pour les travailleurs.

Dans un premier temps, une pétition est faite et portée par tous les ouvriers :

— Maintien de l'échelle mobile MG et amélioration par la prise en compte des indices syndicaux.

— Augmentation uniforme au premier trimestre 1979

— 3 000 F de garantie de ressources (sans les primes).

— Prise en charge par la direction des augmentations de cotisations de Sécurité sociale.

Il est évident que la lutte sera dure. Il faudra que nous nous unissions davantage sur les revendications. La lutte pour les salaires doit être aussi liée à la lutte pour l'emploi. Il nous faut aussi lutter pour les 35 heures, pour l'embauche des intérimaires et de jeunes sans contrat-formation.

La semaine du 19 au 23 février sera importante car il y aura discussion sur les revendications et formes d'action. Le 27 février, rassemblement de toutes les usines devant la direction.

Correspondant Grenoble

BLOC-NOTES



SOLIDARITE ERYTHREE

- Halte au génocide contre le peuple érythrien
- Troupes éthiopiennes hors d'Erythrie
- URSS hors d'Erythrie et d'Ethiopie

MEETING
Mutilité 2011
14.00 heures, salle
des Capucins

Mardi 28 février 20h 30

FILM : « Sawanach »

Organisé par : PSU, PCF(ml), PCML, OCF(ml), OCT, CÉDETIM, UTCL, LCR
Avec la participation de Front populaire de libération de l'Erythrie (FPL)

SIDERURGIE Quelle cible à nos luttes ?

L'Humanité Rouge

TCHECOSLOVAQUIE

Face à l'URSS, quelle opposition ?
Entretien avec Jiri Pelikan



Le No 49 de l'Humanité rouge bimensuelle est paru. Il comprend :

- Une interview de Jiri Pelikan, ancien membre du Comité central de Tchécoslovaquie. Il apporte son témoignage de militant engagé pour l'indépendance nationale de son pays pour le respect des droits de l'homme.
- Un article sur la riposte chinoise aux provocations vietnamiennes.
- Yves Lepic démonte la propagande chauvine du PCF à propos de la sidérurgie.

Passez vos commandes à l'Humanité rouge bimensuelle à BP 61 - 75861 Paris Cédex 18 - CCP 30226 72 D - La Source.

PARIS Réunion-débat pour le soutien à la lutte armée du peuple du Zimbabwe.

Cette réunion organisée par le comité Zimbabwe aura lieu le vendredi 23 février à 20 h 15 à la salle de l'AGECA, 117, rue de Charonne, Paris 11e - Métro Alexandre Dumas.

Avec la participation de Frédéric Shava, représentant de la ZANU en Grande-Bretagne. Présentation des films « Chimoro » et « Voici nos armes ».

Initiative soutenue par le centre d'information sur le Mozambique, l'OCF(ml), le PCML, le PCR(ml) et l'UCFML.

PARIS XVIII Meeting de soutien au Kampuchea démocratique victime de l'invasion soviéto-vietnamienne.

Dimanche 4 mars à 17 heures - Salle St-Bruno, rue St-Bruno, en face de l'église St-Bernard, au cœur du quartier de la Goutte d'or (métro Barbès ou La Chapelle).

Organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) du 18e.

ANGERS Troupes russo-vietnamiennes hors du Cambodge.

Cette réunion publique aura lieu à Angers le vendredi 23 février à 20 h 30 - Salle Bellefontaine. Y participeront Annie Brunel et le comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France. Réunion soutenue par l'OCF(ml), le PCR(ml) et le PCML.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur)

Directeur de publication : André Druesse
Commission paritaire No 67 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979



SOUDAIN la France, le monde même, s'inquiète. De quoi s'agit-il ? De l'ombre inquiétante d'une troisième guerre mondiale qui se profile à travers le rideau de fumée de la « détente ». Crainte salutaire, direz-vous, que celle qui permet de prendre la mesure du danger ! Mais non ! L'inquiétude, celle traduite ces jours-ci par la plupart des moyens d'information de notre pays, est provoquée par la légitime et vigoureuse riposte chinoise aux provocations armées répétées depuis des mois par les dirigeants vietnamiens. Ceux qui sont devenus des instruments de l'URSS en Asie du Sud-Est. Et pourtant. Face aux prétentions hégémoniques de l'URSS qui se traduisent chaque jour par la subversion le coup d'État, l'agression, faut-il s'inquiéter de la fermeté chinoise ? Certainement non. Résister aux fauteurs de guerre est la seule voie qui puisse préserver la paix. S'il y a lieu de s'inquiéter c'est certainement de l'attitude Giscard. N'est-ce pas lui qui « considère - envers et contre tout - les dirigeants soviétiques comme étant attachés à la paix » ? N'est-ce pas lui qui de propos complaisant en reculade est en train de renouer avec la politique capitularde et munichoise qui fit la honte de la grande bourgeoisie française ? Cette politique qui justement, il y a 40 ans face à Hitler, conduisit au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale comme nous le rappelons ici.

Six ans de politique capitularde face à Hitler

1933
 30 janvier : Hitler devient chancelier d'Allemagne.
 14 octobre : L'Allemagne quitte la conférence du désarmement.
 19 octobre : L'Allemagne se retire de la SDN (Société des Nations).
1934
 En mars : En violation du traité de Versailles, Hitler rétablit le service militaire obligatoire. Les protestations des puissances européennes ne dépassent pas les protestations verbales.
 25 juillet : Assassinat par les nazis autrichiens du chancelier d'Autriche Dollfuss. A la suite de l'échec du coup de force tenté par les nazis, Hitler désapprouve officiellement cet assassinat pourtant préparé par ses services et sur son ordre.

1935
 2 octobre : L'Italie envahit l'Éthiopie.
 18 novembre : La SDN condamne l'agression italienne, mais les sanctions décidées sont inefficaces : embargo excluant les produits utiles à la guerre, et refus de l'Angleterre de fermer le canal de Suez aux navires italiens. Par la suite, la France et l'Angleterre décideront un embargo sur les produits pétroliers, mais les USA, qui n'étaient pas membres de la SDN, refuseront de l'appliquer.
1936
 7 mars : En violation du traité de Versailles, remilitarisation de la Rhénanie par l'Allemagne. Après une attitude d'apparente

fermeté, la France et l'Angleterre se résignent.
 17 juillet : Soulèvement du général Franco et début de la guerre d'Espagne.
 1er août : Le gouvernement français, présidé par Léon Blum, propose un accord visant la non-intervention en Espagne.
 9 septembre : Constitution à Londres d'une « Commission internationale de non-intervention ». L'Allemagne et l'Italie y participeront pendant quelques mois.
 14 octobre : Retour de la Belgique à la neutralité.
1937
 23 juin : L'Allemagne et l'Italie se retirent de la « Commission internationale de non-intervention ». Malgré l'aide

massive, en hommes et en matériel, apportée par ces deux pays à Franco, la France et l'Angleterre s'en tiennent à la politique de non-intervention, permettant ainsi aux forces fascistes de triompher en Espagne.
 En octobre : Hitler affirme sa volonté de reconnaître et de respecter l'intégrité et l'inviolabilité du territoire belge.

1938

9 mars : En réponse aux menaces d'Hitler, Schuschnigg chancelier d'Autriche annonce pour le 13 mars un plébiscite sur le problème de l'indépendance.
 11 mars : Par diverses pressions, Hitler impose la démission de Schuschnigg et la nomination comme chancelier du leader des nazis autrichiens Seyss-Inquart qui fait aussitôt appel aux troupes allemandes qui envahissent l'Autriche.
 13 mars : Une loi autrichienne et une loi allemande consacrent l'union des deux pays. Un plébiscite ultérieur donnera 97 % de voix en faveur de l'Anschluss. Les réactions des puissances européennes furent à peu près nulles.
 En septembre : Prétextant des persécutions contre les Allemands des Sudètes, Hitler exige le rattachement à l'Allemagne de ce morceau de Tchécoslovaquie.
 30 septembre : Signature des accords de Munich : la France et l'Angleterre capitulent et donnent satisfaction à Hitler.

1939
 15 mars : Hitler annexe la Tchécoslovaquie en violation des engagements pris à Munich. La France et l'Angleterre ne réagissent pas.
 19 mars : L'URSS élève une protestation contre l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne.
 7 avril : Mussolini envahit et annexe l'Albanie.
 17 avril : L'URSS propose à la France et à la Grande Bretagne un pacte d'assistance mutuelle, accompagné d'une convention militaire avec offre de garanties à tous les États s'étendant de la Baltique à la mer Noire.
 24 juillet : Un accord semble pratiquement acquis, mais aucun document n'est signé. Molotov propose d'engager sans tarder des négociations en vue d'élaborer la convention militaire.
 12 août : Ouverture à Moscou des discussions sur la convention militaire : n'ayant aucune frontière commune avec l'Allemagne, l'URSS ne peut collaborer militairement avec la France et la Grande Bretagne qu'à la condition que ses troupes obtiennent un droit de passage en Pologne.
 21 août : Celui-ci étant refusé, la négociation échoue.
 22 août : Signature du pacte germano-soviétique.
 1er septembre : Hitler envahit la Pologne.
 3 septembre : La France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne, la Seconde Guerre mondiale commence.

Les années trente en Extrême-Orient : le même esprit munichois

18 septembre 1931 : Les troupes japonaises occupent la Mandchourie. Sur plainte de la Chine, la SDN (Société des Nations) condamne l'agression et nomme une commission d'enquête.

de la Chine la question « Que faire ? » Résister ? Capituler ? Ou balancer entre les deux solutions ? »

1937-1938

8 août 1937 : Prise de Pékin par les Japonais.
 12 septembre : Appel de la Chine à la SDN qui charge la commission créée en 1933 d'étudier l'affaire.
 6 octobre : La SDN dénonce l'attitude japonaise comme contraire aux traités mais se garde bien de déclarer le Japon agresseur ou de voter des sanctions. Dans l'espoir de sauvegarder leurs intérêts en Asie, l'Angleterre, la France et les USA ne désirent pas intervenir.
 9 novembre : Prise de Shanghai par les Japonais.
 13 décembre : Prise de Nankin par les Japonais.
 21 octobre 1938 : Prise de Canton par les Japonais.

En mai : les Japonais exigent du gouvernement du Kuomintang la reconnaissance de leur autorité sur la Chine du Nord qu'ils ont envahie.
 En juin : Ho Ying-Kin, le représentant du Kuomintang pour cette région, se soumet aux exigences japonaises.
 En novembre : Des collaborateurs chinois de l'envahisseur japonais organisent « un mouvement pour l'autonomie des cinq provinces de la Chine du Nord » et créent un « gouvernement autonome anti-communiste ».
 27 décembre 1935 : Mao Zedong déclarait dans son rapport à la conférence des militants actifs du parti : « Avec l'incident du 18 septembre 1931 commença la colonisation actuelle de la Chine par le Japon. Comme l'agresseur japonais se limitait provisoirement aux quatre provinces du Nord-Est certains pensèrent que les impérialistes japonais n'iraient probablement pas plus loin. Aujourd'hui, la situation est tout autre : les impérialistes japonais ont déjà laissé voir leur intention de pousser plus au sud, au-delà de la Grande Muraille, et d'occuper le pays tout entier. (...) Une telle situation pose à toutes les classes, à tous les groupements politiques

Mao Zedong : Contre les activités de capitulation (30 juin 1939) (Oeuv. choisies T. II) pages 271 & 273

« Nous rejetons catégoriquement les propos absurdes selon lesquels une conférence du Pacifique (1) ne serait pas un Munich de l'Orient. La conférence dite du Pacifique sera bel et bien un Munich d'Orient, elle compte transformer la Chine en une autre Tchécoslovaquie. Nous condamnons résolument les bavardages prétendant que l'impérialisme japonais reviendrait à la raison et qu'il consentirait à faire des concessions. (...) S'opposer à la capitulation, voilà la tâche urgente qui s'impose à tous les partis et à tous nos concitoyens patriotes. »

(1) En 1938-1939, les impérialistes britanniques français et américains de connivence avec les capitularde chinois, tentèrent en vain de réunir cette conférence où ils espéraient apaiser les impérialistes japonais en leur livrant la Chine.